

Budget d'équipement /article : 10.1010.20.14

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert international sur offres de prix

N° 22/CS/2024

**RELATIF A LA REALISATION DE L'INVENTAIRE DES ACTIFS
IMPOSABLES, AVEC LA MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME
D'INFORMATION DE LA FISCALITÉ LOCALE POUR LE COMPTE DE
LA COMMUNE DE SALE**

Passé par appel d'offres ouvert international sur offres de prix en lot unique, en vertu des dispositions de l'article 10, et de l'alinéa 1 et l'alinéa 3b du paragraphe 1 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20, et de l'alinéa b paragraphe 3 de l'article 20 du Décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Table des matières

Préambule du cahier des prescriptions spéciales	3
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 3 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ	5
ARTICLE 5 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX	6
ARTICLE 6 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ	6
ARTICLE 7 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE	7
ARTICLE 8 : NANTISSEMENT	7
ARTICLE 9 : PERSONNE CHARGÉE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHÉ	7
ARTICLE 10 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE :	7
ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE :	8
ARTICLE 12 : DÉLAIS D'EXÉCUTION	8
ARTICLE 13 : SECRET PROFESSIONNEL.....	8
ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DÉFINITIF.....	8
ARTICLE 15 : RETENUE DE GARANTIE	8
ARTICLE 16 : ASSURANCE - RESPONSABILITÉ	9
ARTICLE 18 : RECEPTION PROVISOIRE ET DÉFINITIVE	9
ARTICLE 19 : MODALITES DE REGLEMENT.....	9
ARTICLE 20 : PÉNALITÉS POUR RETARD	9
ARTICLE 21 : NATURE DU PRIX	10
ARTICLE 22 : CARACTERE DES PRIX.....	10
ARTICLE 23 : RESILIATION DU MARCHÉ	10
ARTICLE 24 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	10
ARTICLE 25 : MESURES DE SÉCURITÉ	10
ARTICLE 26 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	11
ARTICLE 27 : ENREGISTREMENT DU MARCHÉ.....	11
ARTICLE 28 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL	11
ARTICLE 29 : MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION.....	11
 CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES.....	12
ARTICLE 30 : DESCRIPTION TECHNIQUE	13
ARTICLE 31 : POSSIBILITE D'ANNULATION DE PRESTATIONS	11
ARTICLE 32 : PROFIL DE L'ÉQUIPE.....	14
ARTICLE 33 : DÉFINITION DES ÉLÉMENTS DES MISSIONS.....	14
Article 34 : Formation et assistance à la mise en ouvre.....	21
 CHAPITRE III : DÉFINITION DES PRIX	22
ARTICLE 35 : DESCRIPTIF DES PRIX.....	23
ARTICLE 36 : BORDEREAU DE PRIX- DETAIL ESTIMATIF.....	24

Relatif à : la réalisation de l'inventaire des actifs imposables, avec la mise en place d'un système d'information de la fiscalité locale pour le compte de la commune de Salé

Préambule du cahier des prescriptions spéciales

Marché passé par appel d'offres ouvert international sur offres de prix, en application de l'article 10, et de l'alinéa 1 et l'alinéa 3b du paragraphe 1 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20, et de l'alinéa b paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ENTRE

La commune de Salé, représentée par son Président désigné ci-après par Le MAITRE D'OUVRAGE.

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

Mr
Agissant en qualité de.....
Agissant au nom et pour le compte de
.....
Au capital de.....
Inscrit au registre de commerce de Sous le n°.....
IF n°.....
Affilié à la CNSS sous N°.....
Taxe professionnelle n°.....
ICE
Faisant élection de domicile au
.....
.....
N° téléphone..... Fax..... E-mail.....
Titulaire du compte bancaire RIB
N°.....
Ouvert auprès de.....
En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

2. Cas de personne physique

M.....
Agissant en son nom et pour son propre compte.
Registre de commerce desous le n°
Taxe professionnelle n°..... Affilié à la CNSS sous n°
IF n°.....
ICE
Faisant élection de domicile au
N° téléphone.....Fax.....E-mail.....
Compte bancaire RIB (24 positions)
Ouvert auprès de
Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement constitué aux termes de la convention (les références de la convention) soussigné :

Membre 1 :

M
qualité..... Agissant au nom et pour le compte
de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social
Registre de commerce deSous le n°
IF n°.....
ICE
Taxe professionnelle n°.....
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
.....
N° téléphone.....Fax.....E-mail.....
Compte bancaire RIB (24 positions).....
Ouvert auprès de.....

Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

Membre n :.....
.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

M..... (Prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du
groupement et coordonnateur de la réalisation des fournitures, ayant un compte bancaire
commun RIB (24 positions) Ouvert
auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : la réalisation de l'inventaire des actifs imposables, avec la mise en place d'un système d'information de la fiscalité locale pour le compte de la commune de Salé.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Dans le cadre de la gestion de la fiscalité locale sur le territoire de la commune de Salé, il est prévu de confier à un prestataire privé la réalisation d'une acquisition et d'une diffusion cartographique globale permettant :

- La fourniture d'un fond de plan d'orthophotographie haute résolution, obtenu par des prises de vues aériennes, pour l'extraction des terrains non bâtis et des occupations du domaine public.
- La réalisation d'un inventaire cartographique des panneaux publicitaires, en indiquant leur type, leurs dimensions et leur exploitant.
- La réalisation d'un recensement cartographique des occupations temporaires du domaine public, en indiquant leur type, leurs dimensions et leur exploitant associé.
- La mise en place d'un géoportail pour la consultation, la mise à jour et le reporting.
- Le développement d'un calculateur de fiscalité des redevances pour les occupations du domaine public et les terrains non bâtis au sein du géoportail.
- La fourniture d'une base de données concernant les activités commerciales suivantes : cafés, snacks, restaurants.
- L'établissement de normes relatives à l'acquisition, au traitement et à la diffusion de l'information géographique pour les futurs projets d'inventaire et de gestion des actifs imposables.
- L'accompagnement du changement des acteurs communaux impliqués dans le processus d'inventaire et de gestion des actifs imposables.

Le périmètre de la présente prestation concerne le territoire de la commune de Salé y compris les cinq arrondissements :

ARRONDISSEMENT	ZONE URBANISABLE EN HA (Approximative)
BAB LAMRISSA	4000
HSSAINE	
LAAYAYDA	
TABRIQUET	
BETTANA	

Le présent marché comporte également une mission de numérisation des processus d'acquisition, d'extraction et de gestion des données géospatiales.

Le détail de la consistance ainsi que le descriptif sont développés dans le chapitre dédié aux termes de référence du présent CPS.

ARTICLE 3 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé par appel d'offres ouvert international sur offres de prix en lot unique, en vertu des dispositions de l'article 10, et de l'alinéa 1 et l'alinéa 3b du paragraphe 1 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20, et de l'alinéa b paragraphe 3 de l'article 20 du Décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marches publics.

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Conformément à l'Article 4 du CCAG-EMO ; les documents constitutifs du marché

comprennent :

- 1- L'acte d'engagement,
- 2- Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS),
- 3- Le bordereau des prix - détail estimatif,
- 4- Offre technique,
- 5- CCAG-EMO (cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de service portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat).

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 5 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX

Dans la mesure où les pièces du marché n'y dérogent pas expressément, il est fait application des textes généraux suivants :

- Loi organique N° 113-14 relative aux communes telle qu'elle a été promulguée par le dahir n° 1-15-85 du 20 ramadan 1436 (07 juillet 2015).
- Le Décret n° 2-22-43 1 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.
- Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.
- Le dahir ri° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le dahir n° 1-14- 190 du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) portant application de la loi n°18-12 relative à la réparation des accidents du travail et ses arrêtés d'application publiés en 2016
- Décret n°2.17.451 du 4 rabii I 1439 (23 Novembre 2017)) relatif à la comptabilité publique des communes et des établissements de coopération entre les communes.;
- Le décret n° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (04 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat, désigné sous le vocable « CCAG-EMO » (B.O. n° 5010 du 06 juin 2002) ;

De même, il doit être tenu compte de tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de l'acte d'engagement. Dans le cas où ces textes prescrivant des clauses contradictoires, le titulaire de marché doit se conformer au plus récent d'entre eux.

Le prestataire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 6 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le Président de la commune.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 60 jours à compter de la date d'ouverture des plis conformément à l'article 143 du Décret 2-22-431.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions du Décret précité.

ARTICLE 7 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au prestataire, contre décharge, les documents constitutifs du marché en l'occurrence les pièces expressément désignées à l'article 3 du présent CPS et du cahier des clauses administratives générales applicable au marché de services.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif.

ARTICLE 8 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du président de la commune de Salé.

Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n° 112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.

Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.

Les paiements prévus au marché seront effectués par monsieur le trésorier préfectoral de la ville de Salé seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 9 : PERSONNE CHARGÉE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

Le suivi de l'exécution du marché est confié aux personnes suivantes :

Directeur général des services

Chef de la division de gestion des ressources financières et des affaires économiques.

Chef de la division des systèmes d'information et des moyens communs

Chef de service de l'assiette fiscale et de contrôle

Chef de service des systèmes d'information et de documentation.

Les tâches dévolues par le maître d'ouvrage aux personnes chargées du suivi de l'exécution du présent marché ainsi que les actes qu'elles sont habilitées à prendre pour assurer leurs missions sont :

- Suivi de l'application des dispositions du présent CPS ;
- Notification des ordres de service au titulaire du marché ;
- Vérification et réception des fournitures objet du présent marché.

ARTICLE 10 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE :

A défaut par le titulaire de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par l'article 17 du CCAG-EMO, toutes les notifications qui se rapportent au marché auquel donnera lieu le

présent cahier des prescriptions spéciales seront valablement faites à son domicile, figurant dans son acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par accusé de réception dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE :

Le titulaire ne peut en aucun cas envisager de sous-traiter les prestations, objet de ce marché.

ARTICLE 12 : DÉLAIS D'EXÉCUTION

Le délai global d'exécution du présent marché est fixé à douze (12) mois, ferme et commence à compter de la date fixée sur l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations afférentes au marché.

ARTICLE 13 : SECRET PROFESSIONNEL

Le prestataire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance, à l'occasion de l'exécution du marché. Ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents sans autorisation préalable du Maître d'ouvrage. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable au Maître d'ouvrage des renseignements qui leur sont fournis et des résultats d'examens, essais et recherches effectués pour accomplir leur mission.

ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DÉFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 50000 Dhs (cinquante mille dirhams). Il ne doit pas porter de réserve ou une date limite de validité.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 24 du Décret n° 2-22-43 1 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché. Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à la commune. Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par la commune dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive du marché.

ARTICLE 15 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10 %) du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra la limite de sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du prestataire, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par dispositions du CCAG-EMO.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature de la réception définitive conformément aux dispositions de l'article 16 du CCAG-EMO.

ARTICLE 16 : ASSURANCE - RESPONSABILITÉ

Conformément à l'Article 20 du CCAG-EMO, dans les trois semaines qui suivent la notification de l'approbation du marché découlant du présent appel d'offres, le titulaire est tenu de contracter une assurance auprès d'une entreprise d'assurance agréée par le ministre chargé des finances couvrant dès le début de l'exécution du marché et pendant toute la durée de celui-ci :

- la responsabilité découlant de l'utilisation des véhicules automobiles pour les besoins de l'exécution du marché conformément à la législation et à la réglementation en vigueur ;
 - la responsabilité d'accident du travail survenant à ses agents conformément à la législation et à la réglementation en vigueur ;
 - la responsabilité civile en cas d'accident survenant à des tiers ou au maître d'ouvrage ou aux agents de ce dernier par le fait de l'exécution du marché ;
- En outre, le titulaire devra garantir le maître d'ouvrage contre les conséquences de tout autre dommage ou préjudice causé par lui à l'occasion de l'exécution du marché à toute personne et/ou à toute propriété.

ARTICLE 17 : DÉLAI DE GARANTIE

Conformément à l'article 48 du CCAG-EMO, le délai de garantie est fixé à douze (12) mois à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant la période de garantie, le titulaire est tenu de remédier, dans les délais qui lui sont impartis, à toute imperfection ou anomalie qui lui est signalée par le maître d'ouvrage par ordre de service et se rapportant aux prestations réalisées dans le cadre du marché.

ARTICLE 18 : RECEPTION PROVISOIRE ET DÉFINITIVE

A l'issue de la procédure de vérification et/ou d'approbation des rapports, documents ou produits conformément à l'article 47 du CCAG-EMO et la satisfaction des remarques transmises au titulaire du marché, le maître d'ouvrage prononce la réception des prestations. La réception définitive sera prononcée après expiration de la durée de garantie.

ARTICLE 19 : MODALITES DE REGLEMENT

Pour l'établissement des décomptes le prestataire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une facture appuyée par les bons de livraisons et établie en quatre exemplaires dûment signés, décrivant les fournitures livrées et indiquant les quantités livrées, le montant total à payer, ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

Le règlement du marché sera effectué sur la base des décomptes en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement livrées, déduction faite de la retenue de garantie et l'application des pénalités de retard, le cas échéant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au prestataire seront versées au Compte bancaire désigné à l'acte d'engagement (RIB 24 chiffres).

ARTICLE 20 : PÉNALITÉS POUR RETARD

En cas de retard dans l'exécution des prestations, il est appliqué sans préjudice, sur simple constatation du retard par le maître d'ouvrage, une pénalité journalière de 1/1000 (Un pour Mille) du montant initial du marché modifié ou complété par les avenants intervenus, le cas échéant .

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à Dix pour cent (10%) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, le maître d'ouvrage est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE 21 : NATURE DU PRIX

Conformément à l'article 14 du Décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, le présent marché est à prix unitaires.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix mentionnés dans le bordereau des prix-détail estimatif doivent tenir compte de l'ensemble des travaux, dispositifs, programmes et prestations auxquels ils s'appliquent non seulement, tels que, ceux-ci sont décrits, dans le présent document (Bordereau des prix-détail estimatif du présent marché), mais aussi tels qu'ils doivent être effectivement exécutés.

Toutes machine, dispositif, programme ou service proposé par le titulaire dans son offre et pour lequel aucun prix n'est fourni, sera considéré comme inclus dans l'offre principale et ne donnera lieu à aucune facturation supplémentaire.

Les prix sont établis en dirhams et doivent s'entendre tous frais et taxes compris.

ARTICLE 22 : CARACTERE DES PRIX

Conformément à l'article 15 du Décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, les prix du présent marché sont fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, la commune répercute cette modification sur le prix du marché.

ARTICLE 23 : RESILIATION DU MARCHE

Le présent marché sera résilié de plein droit, conformément aux dispositions des articles 28, 29, 30, 31, et 32 du C.C.A.G-EMO, ou si la commune constate, au cours de l'exécution de ces prestations, que le titulaire ne remplit pas ses engagements avec la diligence nécessaire, il serait en droit de demander la résiliation du marché. A cet effet, la demande de résiliation sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de résiliation, le titulaire devra remettre à la commune tous les travaux élaborés à la date de la résiliation.

ARTICLE 24 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 25 : MESURES DE SÉCURITÉ

Le prestataire s'engage à respecter les mesures de sécurité conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-EMO.

ARTICLE 26 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Tout litige survenu à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, s'il n'est pas réglé à l'amiable, sera soumis aux tribunaux compétents du Maroc, en application de l'article 55 du C.C.A.G-EMO.

ARTICLE 27 : ENREGISTREMENT DU MARCHÉ

Avant tout commencement de la réalisation des prestations objet du présent marché, le prestataire doit procéder à l'enregistrement de son marché au pré de l'autorité compétente conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 28 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL

Conformément aux dispositions de l'article 149 du décret n° 2-22-43 1 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, 20 % de l'effectif requis pour la réalisation du marché doit être issue de la main d'œuvre locale au niveau de la région Rabat -Salé - Kenitra.

ARTICLE 29 : MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION

En cas de modification apportée par le maître d'ouvrage aux prestations, les stipulations de l'article 36 du CCAG- EMO seront appliquées.

ARTICLE 30 : POSSIBILITE D'ANNULATION DE PRESTATIONS

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de mettre fin aux prestations ou à une partie des missions prévues en réceptionnant les missions réalisées selon l'état d'avancement dans le cadre de ce marché en cas de retards ou d'indisponibilité financière, sans que le prestataire puisse prétendre à une indemnisation supplémentaire.

CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 31 : DESCRIPTION TECHNIQUE

La prestation de recensement des actifs imposables au sein de la Commune de Salé requiert l'utilisation d'un Mobile Mapping System (Mobile Mapping System : MMS) équipé de capteurs optiques et LiDAR (Light Detection and Ranging). Les capteurs optiques, tels que les caméras 360° de haute résolution, doivent être utilisés pour capturer des images détaillées de l'environnement. Ainsi, pour mesurer les distances entre le véhicule et les objets environnants, les capteurs LiDAR émettant des faisceaux laser doivent être utilisés. Les données collectées doivent être géoréférencées en temps réel à l'aide des informations de positionnement GPS et odomètre intégrés dans le système.

Les données brutes ainsi obtenues doivent être traitées à l'aide d'une solution logicielle avancée dédiée au traitement des données du Mobile Mapping System. Le logiciel proposé doit importer les données brutes, incluant les images optiques et le nuage de points LiDAR, pour les calibrer et corriger les distorsions et erreurs géométriques. Il doit aussi disposer d'outils de traitement de l'image permettant d'améliorer la qualité visuelle, et segmente le nuage de points LiDAR pour une analyse individuelle précise des objets et éléments présents dans l'environnement. Des outils d'extraction de caractéristiques avancés sont également exigés pour extraire automatiquement des informations spécifiques des données brutes, comme les dimensions des panneaux publicitaires et les propriétés des routes. Une fois le traitement terminé, le logiciel génère des rapports détaillés et des visualisations graphiques des actifs imposables identifiés, facilitant la prise de décisions dans le cadre du recensement.

Pour optimiser le processus, les données brutes doivent être traitées automatiquement par des algorithmes de Machine Learning qui convertissent les données en une représentation numérique tridimensionnelle de l'environnement. Des techniques d'analyse automatisée, basées sur l'intelligence artificielle et le machine learning, doivent être appliquées pour extraire les informations pertinentes concernant les actifs imposables. Cela comprend la détection de panneaux publicitaires, de routes et d'autres éléments soumis à l'imposition.

Les résultats de l'analyse seront utilisés pour générer des rapports détaillés sur les actifs imposables identifiés, fournissant des informations précises sur leur localisation, leurs dimensions et d'autres caractéristiques. Ces rapports sont essentiels pour faciliter les processus de taxation et de gestion au sein de la commune de Salé.

Une fois les données du recensement exportées au format SIG, elles doivent être exploitées dans une base de données de type Geodatabase. Une Geodatabase est une structure de données géospatiales qui permet de stocker, organiser et gérer efficacement les données SIG. Les données du recensement, telles que les localisations des actifs imposables, les dimensions, les classifications et d'autres attributs, doivent être intégrées dans cette Geodatabase.

Une solution **Full Web** est requise. Elle permettrait d'afficher, de traiter et d'analyser les données du recensement de manière conviviale et accessible via une interface en ligne.

Les fonctionnalités du SIG doivent permettre d'effectuer des requêtes spatiales et attributaires pour extraire les informations pertinentes, de créer des couches thématiques, de générer des rapports et de réaliser des analyses spatiales avancées.

La solution SIG proposée serait hébergée sur les serveurs locaux de la commune, offrant ainsi une accessibilité à distance et une facilité de collaboration entre les utilisateurs autorisés. Les fonctionnalités incluraient la visualisation des données sur une carte interactive, la possibilité d'effectuer des requêtes et des analyses spatiales, la création de tableaux de bord personnalisés, l'intégration de données externes pour une analyse contextuelle plus approfondie, ainsi que des outils de partage et de collaboration pour faciliter la prise de décisions en équipe.

En ce qui concerne les dashboards SIG de l'assiette fiscale, ils fourniraient des informations synthétiques et visuelles sur les actifs imposables identifiés dans la commune. Ces dashboards présenteraient des indicateurs clés tels que le nombre total de actifs imposables, leur répartition géographique, les tendances au fil du temps, et les revenus fiscaux à générer. Ils seraient interactifs, permettant aux utilisateurs de filtrer les données en fonction de différents critères, d'explorer des visualisations graphiques telles que des cartes, des diagrammes et des graphiques, et d'obtenir des informations détaillées sur chaque actif imposable.

Ces dashboards SIG offrirait une vue d'ensemble et une compréhension approfondie de l'assiette fiscale, facilitant ainsi la planification, la prise de décisions stratégiques et le suivi de l'évolution des recettes fiscales au fil du temps.

ARTICLE 32 : PROFIL DE L'ÉQUIPE

Le prestataire s'engage à affecter à cette prestation une équipe de cadres spécialisés dans les domaines suivants :

- Un chef de projet ayant une formation d'ingénieur (ou master) en transformation digitale formé en capture de la réalité grâce à un Mobile Mapping System, et certifié par un fabricant bien connu ou un distributeur exclusif, avec ou moins 5 ans d'expérience ;
- Un ingénieur géomètre topographe formé en capture de la réalité grâce à un Mobile Mapping System d'un fabricant bien connu ou un distributeur exclusif ayant une expérience avérée d'un minimum de 5 ans en matière d'acquisition et de traitement des données 3D (MMS, Drone,...) ;
- Un ingénieur ou master expert en développement SIG Full Stack avec une expérience confirmée de 5 ans ;
- Un ingénieur spécialisé en Système d'Information Géographique avec une expérience confirmée de 5 ans;
- 10 techniciens géomaticiens/ informaticiens avec une expérience d'au moins 2 ans en matière d'acquisition et traitement des données 3D au sein d'une société de géomatique.

ARTICLE 33 : DÉFINITION DES ÉLÉMENTS DES MISSIONS

I .Description des prestations à réaliser

Les prestations à réaliser au cours du présent marché sont :

1. Utilisation d'un Mobile Mapping System (Mobile Mapping System : MMS) équipé de capteurs optiques et LiDAR pour capturer des images détaillées de l'environnement et mesurer les distances entre les objets environnants.
2. Géoréférencement en temps réel des données collectées à l'aide d'informations de positionnement GPS et odomètre.
3. Traitement des données brutes à l'aide d'une solution logicielle avancée pour corriger les distorsions et erreurs géométriques, améliorer la qualité visuelle des images, segmenter le nuage de points LiDAR et extraire automatiquement des informations spécifiques.
4. Conversion automatique des données brutes en une représentation numérique tridimensionnelle de l'environnement en utilisant des algorithmes de Machine Learning.
5. Application de techniques d'analyse automatisée basées sur l'intelligence artificielle et le machine learning pour extraire les actifs imposables, tels que les panneaux publicitaires.

6. Génération de rapports détaillés sur les actifs imposables identifiés, fournissant des informations sur leur localisation, leurs dimensions et autres caractéristiques.
7. Exploitation des données exportées au format SIG dans une base de données de type Geodatabase pour une gestion efficace des données SIG.
8. Proposition d'une solution SIG pour l'affichage, le traitement et l'analyse conviviaux des données du recensement, incluant des fonctionnalités telles que des requêtes spatiales et attributaires, la création de couches thématiques, la génération de rapports et des analyses spatiales avancées.
9. Mise en place de dashboards SIG de l'assiette fiscale fournissant des informations synthétiques et visuelles sur les actifs imposables, incluant des indicateurs clés, une répartition géographique, des tendances au fil du temps et des revenus fiscaux à générer. Les dashboards seraient interactifs, permettant aux utilisateurs de filtrer les données, d'explorer des visualisations graphiques et d'obtenir des informations détaillées sur chaque actif imposable.

Ces prestations permettront à la commune de Salé d'obtenir des données précises et actualisées sur les actifs imposables, de faciliter la prise de décisions en matière de taxation et de gestion, et d'avoir une vision d'ensemble de l'assiette fiscale grâce aux dashboards SIG.

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Les prestations à réaliser sont décomposées comme suit :

Prestations A :

Les prestations de prise de vue aérienne visent à réaliser une cartographie claire et précise des parcelles, constructions et occupations.

Ces prestations incluent également le rattachement planimétrique et altimétrique nécessaire pour géoréférencer les données acquises. Le géoréférencement planimétrique sera effectué dans le système Lambert Maroc, tandis que le géoréférencement altimétrique sera réalisé dans le système NGM. Ce processus permettra d'associer les données cartographiques aux références géodésiques appropriées, assurant ainsi une localisation précise des éléments cartographiés en termes de position horizontale et verticale.

Prestations B :

Les prestations consistent à acquérir des données numériques et des photographies immersives à 360 degrés à l'aide d'un Mobile Mapping System, couvrant l'ensemble des corridors.

Ces acquisitions, réalisées à l'aide de technologies à haut rendement, doivent permettre de générer des données présentant les caractéristiques suivantes :

- Précision : les données doivent être d'une précision millimétrique, offrant une localisation précise des éléments cartographiés.
- Quantité : les données doivent être quantitatives, permettant de quantifier la présence de différents types de dispositifs tout au long des corridors.
- Exhaustivité : les données doivent être exhaustives, assurant une couverture complète des inventaires des éléments présents dans les corridors.
- Visuel : les données doivent être visuelles, fournissant une banque d'images représentatives des corridors cartographiés.

Ces prestations permettront de disposer d'informations riches et complètes pour une

meilleure compréhension et gestion des corridors concernés.

Prestations C :

Les prestations consistent à établir des plans et des états parcellaires. Ces travaux concernent les terrains non bâtis sujets à taxation. L'objectif est de fournir des informations précises et à jour sur la configuration et la délimitation des parcelles, permettant une gestion et une taxation appropriées de ces terrains.

Prestations D :

Restitution de couches Système d'Information Géographique (SIG) à partir des données numériques issues de l'acquisition des données :

- Prestation n° D.1 : Restitution de couches du référentiel SIG « Emprise Physique »,
- Prestation n° D.2 : Restitution de la couche du référentiel SIG « Panneau Publicitaire ».
- Prestation n° D.3 : Restitution de la couche du référentiel SIG « Occupations ».
- Prestation n° D.4 : Production de la couche Zone TNB « Terrains Non Bâtis »

Prestations E :

Cette prestation vise à mettre en place une solution SIG complète comprenant une base de données centralisée et un portail web interactif. Elle permettra de gérer efficacement les données géospatiales liées aux recettes fiscales et de fournir des tableaux de bord avec des KPI pertinents pour faciliter le suivi et l'analyse des recettes fiscales de la commune.

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES DETAILLEES

Prestations A : Prises de vue aériennes

A.1. Objectif :

L'objectif de cette prestation est de réaliser une cartographie claire et nette des parcelles, constructions et occupations à partir de prises de vue aériennes. Les données acquises seront ensuite rattachées planimétriquement et altimétriquement au système de référence géodésique du Maroc (Lambert Maroc pour la planimétrie et NGM pour l'altimétrie).

A.2. Équipement requis :

- Un drone équipé d'une caméra haute résolution avec des capteurs adaptés à la cartographie aérienne.
- Un système de positionnement GNSS précis pour géoréférencer les prises de vue.
- Logiciels de traitement d'images et de géoréférencement.

A.3. Planification :

- Identifier les zones à cartographier en fonction des besoins spécifiques du projet.
- Déterminer les dates et les heures optimales pour les prises de vue en tenant compte des conditions météorologiques, de la luminosité et de la couverture végétale.
- Obtenir les autorisations nécessaires pour effectuer les prises de vue aériennes conformément à la réglementation en vigueur (la demande des autorisations de vol est à la charge du prestataire).

A.4. Prises de vue aériennes :

- Effectuer des survols à basse altitude pour capturer les images avec une résolution suffisante pour une cartographie précise.
- Utiliser des techniques de vol stabilisées pour garantir la netteté des images.
- Prendre des clichés aériens en chevauchant les zones pour assurer une couverture complète et permettre la création de mosaïques.

A.5. Traitement des données :

- Transférer les images capturées sur un ordinateur pour le traitement ultérieur.
- Utiliser des logiciels spécialisés pour le traitement des images, la correction des distorsions et l'amélioration de la qualité des images.
- Effectuer le géoréférencement des images en utilisant des points de contrôle au sol avec des coordonnées connues dans le système de référence géodésique du Maroc (Lambert Maroc et NGM).
- Appliquer des méthodes de rattachement planimétrique et altimétrique pour garantir la précision des données cartographiques.

A.6. Livrables :

- Fournir des orthophotos géoréférencées en haute résolution des zones cartographiées.
- Produire des plans topographiques précis des terrains non bâtis, des occupations temporaires, des coordonnées spatiales des activités commerciales taxables (cafés, snacks, restaurants...) avec des informations complètes sur les limites et les caractéristiques des éléments cartographiés.
- Livrer les données dans les formats convenus, tels que des Géodatabases compatibles avec les systèmes d'information géographique (SIG).

A.7. Contrôle qualité :

- Effectuer une vérification de la précision des données cartographiques par rapport aux normes spécifiées.
- Corriger les éventuelles erreurs ou incohérences identifiées lors du contrôle qualité.

L'objectif de cette opération est de couvrir la zone urbanisable à l'aide d'un ensemble de couples stéréoscopiques de vues aériennes juxtaposées verticalement avec un nuage de point généré à l'aide d'un capteur LiDAR. Le prestataire fera usage d'une caméra numérique spécialement conçue pour les prises de vues aériennes et un capteur LiDAR avec une portée d'au moins 100 m. Les photographies aériennes obtenues seront représentatives des couleurs réelles de la zone.

Le prestataire est tenu de se procurer auprès des services concernés et à ses frais, le canevas des coordonnées planimétriques, le canevas altimétrique, les cartes topographiques ou tout autre document utile à cette mission.

Le Titulaire fournira les fichiers des photographies aériennes en format JPEG ou TIFF géoréférencé et intégrable dans le SIG sur un disque dur de capacité de stockage suffisante. Chaque photographie doit comporter les informations suivantes :

- L'identification de l'entrepreneur de prises de vues ;
- La désignation de la mission, année, date, pays ;
- La distance focale, échelle ;
- Le numéro de cliché dans la mission.

Le Prestataire doit remettre les documents suivants :

- Les fichiers des mosaïques ortho-photographiques en format GEOTIFF sur un disque dur de capacité de stockage suffisante.

Prestations B : Scan de la réalité par Mobile Mapping System

Les prestations d'acquisition de données numériques de précision topographique et de photographies immersives à 360 degrés par le biais d'un Mobile Mapping System couvrent l'ensemble des corridors liés aux rues et boulevards des zones préalablement définies. Ces prestations comprennent les éléments suivants :

- Relevé tridimensionnel de l'environnement existant : Cette étape consiste à obtenir des informations complètes de localisation (XYH) et de dimensionnement des éléments constitutifs des voies à restituer dans le cadre des prestations.
- Acquisition de photographies panoramiques à 360 degrés : Des clichés photographiques panoramiques en haute résolution de l'environnement existant sont capturés, et les informations de géoréférencement et d'orientation de ces clichés sont en parfaite cohérence avec le relevé tridimensionnel. Cela permet d'exploiter ces images pour restituer les éléments constitutifs des voies, tels que les panneaux publicitaires.
- Détermination des points de rattachement : Des points de rattachement sont déterminés afin de relier les données du Mobile Mapping System aux canevas planimétrique et altimétrique. Ces points d'appui ou de calage sont nécessaires pour assurer la cohérence et la précision des informations issues du relevé.
- Calcul et post-traitement des données : Les données recueillies sur le terrain sont soumises à des calculs et à un post-traitement. Cela permet de déterminer les informations de localisation (XYZ) et de dimensionnement des éléments constitutifs des voies dans le système de coordonnées Lambert Maroc Zone I, en respectant les classes de précision topographiques.

Ces prestations garantissent l'obtention de données précises et complètes pour une cartographie détaillée des corridors des rues et boulevards. Les résultats sont cohérents avec les références géodésiques du système de coordonnées Lambert Maroc Zone I, et respectent les exigences de précision topographique appropriées.

❖ Livrables

Rapport d'acquisition du levé par Mobile Mapping System

Ce rapport comprend les éléments suivants :

- Contexte de mise en œuvre : Il décrit le travail effectué, y compris les dates, les moyens utilisés, l'itinéraire, etc. Il présente les livrables (résultats) produits, leur contenu et leur organisation sur le support numérique fourni (répertoire, liste des fichiers, etc.). Il détaille également les conditions du levé afin de mettre en perspective les contraintes et/ou avantages qui en découlent. Il permet en outre de décrire les paramètres choisis et utilisés par le prestataire pour optimiser le levé.
- Rapport technique d'exécution du levé par Mobile Mapping System : Ce rapport fournit des informations sur les conditions techniques d'exécution du levé dynamique sur le terrain (vitesse du véhicule, force du signal GNSS capté par le récepteur embarqué dans le véhicule, fréquence de prise de vues des clichés photographiques, etc.). Ce document permet au prestataire de mettre en évidence son travail visant à maintenir une précision conforme aux attentes tout au long du levé, en tenant compte des aléas rencontrés (faiblesse du signal GNSS, etc.). Il doit également établir un lien avec les opérations complémentaires de détermination des points d'appui et de calage nécessaires pour garantir le respect des

classes de précision des livrables du poste n°1.

Fichiers de données numériques

Ces fichiers de données numériques se composent de :

- Fichiers décrivant le parcours effectué lors du levé par le Mobile Mapping System.
- Fichiers correspondant aux données de calage (GPS/IMU/points de calage).
- Fichiers correspondant aux clichés des prises de vues immersives, incluant leur position et leur orientation.

Prestation N°C : Etablissement du plan et état parcellaire

Les Prestations d'établissement des plans et états parcellaires porteront sur les terrains non bâtis soumis à la taxation ou les terrains des voies d'aménagement objet de la procédure d'arrêté d'alignement :

- L'étude parcellaire et la mise à jour des parcelles immatriculées et non immatriculées via les différentes consultations au service du cadastre ainsi que le traitement de parcelles immatriculées dont le report n'a pas encore été effectué sur la mappe cadastrale ou la mise à jour des parcelles qui sont devenues des titres fonciers après qu'elles étaient recensées en état de réquisition ou non immatriculé.
- L'étude parcellaire et la mise à jour des parcelles non immatriculées via l'établissement de l'enquête parcellaire sur lieu ;
- Etablissement des états parcellaires comportant les informations suivantes :
 - Numéro de la parcelle ;
 - Le régime et le statut foncier de la parcelle ainsi que le numéro du titre foncier ou réquisition
 - Nom du propriétaire ou de l'occupant, son adresse, et sa CNIE ou le RC selon le cas ;
 - La superficie de la parcelle ;
 - Consistance.
- Etablissement des Plans parcellaires aux échelles adéquates en indiquant les éléments suivants :
 - Les coordonnées planimétriques Lambert des limites de chaque parcelle ;
 - Les numéros des parcelles ;
 - Les limites des parcelles ;
 - Les limites des titres fonciers et réquisitions
 - Les détails topographiques importants : constructions, routes etc.

Les fichiers numériques des plans parcellaires devront être présentés en format DWG, Les états parcellaires seront présentés sous format Excel et seront également intégrés à la base de données SIG.

Prestation D : Restitution de couches SIG à partir des données numériques issues de la prise de vue, du levé par Mobile Mapping System et du plan et état parcellaire.

Les prestations D sont réalisées à partir des données numériques acquises et doivent permettre de restituer des couches ou objets du SIG.

Prestation n°D.1 : Restitution des couches du référentiel SIG « Emprise Physique »

Dans le cadre des prestations du poste n°D.1, les couches du référentiel SIG "Emprise Physique" à restituer permettront la création d'un plan simplifié du corps de rue. Ce plan sera composé des principaux éléments liés aux couches suivantes :

- Emprise Physique : il s'agit d'un élément surfacique (polygone) représentant l'aire délimitée par les frontières apparentes entre le domaine public et les propriétés privées. Ces frontières

sont matérialisées par des limites en dur observées sur le terrain. Si aucune frontière avec des propriétés privées ou des éléments en dur n'est constatée, le polygone de l'Emprise Physique sera aligné avec la couche relative à l'emprise juridique du domaine public.

- Axe du corridor : il s'agit d'un élément linéaire (polyligne) continu et topologique représentant l'axe du corridor.
- Chaussée : il s'agit d'un élément surfacique (polygone) topologique englobant les zones de stationnement, les arrêts de bus, les voies réservées aux transports en commun. Il est délimité par les trottoirs, les accotements, les pistes cyclables (hors chaussée) ainsi que les aménagements de voirie tels que les ronds-points, les terre-pleins centraux, les îlots directionnels et tout autre élément matérialisé par des bordures.

Prestation n°D.2 : Restitution de couches du référentiel SIG « Panneau Publicitaire »

Les couches du référentiel SIG « Panneau Publicitaire », obtenues à partir de prises de vues ou de collectes par Mobile Mapping System, permettront de produire un inventaire comprenant les éléments principaux relatifs aux couches suivantes. Les attributs minimums incluent : identifiant (id), coordonnées X et Y, élévation, dimensions, nombre de faces, afficheur, image, etc.

Prestation n°D.3 : Restitution de couches du référentiel SIG « Occupation »

Les couches du référentiel SIG « Occupation », obtenues à partir de prises de vues ou de collectes par Mobile Mapping System, permettront de produire un inventaire comprenant les éléments principaux relatifs aux couches suivantes :

Polygone Occupation : il s'agit d'un élément surfacique (polygone) topologique aligné avec la couche "Emprise Physique", représentant une occupation exhaustive sur l'emprise juridique de la voie.

Mur de clôture : il s'agit d'un élément linéaire (poly ligne) topologique et continu représentant un mur de clôture empiétant sur l'emprise juridique de la voie.

Bâti Léger : il s'agit d'un élément surfacique (polygone) topologique représentant une occupation légère telle qu'un kiosque, une baraque, un bungalow, etc., empiétant sur l'emprise juridique de la voie.

Bâti dur : il s'agit d'un élément surfacique (polygone) topologique représentant un bâtiment en dur empiétant sur l'emprise juridique de la voie.

Les attributs minimums pour ces couches comprennent : identifiant (id), superficie, etc.

Prestation n°D.4 : Production de la couche Parcellaire

Les couches du référentiel SIG « Parcellaire » sont issues des prestations d'établissement de plan et d'état parcellaire. Les attributs minimums à prévoir comprennent : identifiant (id), superficie, propriétaire, titre foncier, arrondissement, etc.

Prestation n°D.5 : Production de la couche Zone TNB

La couche du référentiel SIG « Zone_TNB » est obtenue par l'intersection de la couche «Parcellaire» et des zones non bâties de l'orthophotographie, conformément à la réglementation en vigueur définissant la taxation des terrains non bâtis (parcelle totale non bâtie, parcelle partiellement non bâtie assujettie à la taxation)

Cette couche comportera des attributs minimums tels que : identifiant (id), superficie, propriétaire, titre foncier, arrondissement, etc.

Cette liste de couches et d'attributs n'est pas exhaustive. Toute couche ou attribut nécessaire au calcul de la fiscalité devra être ajouté et renseigné.

Prestations E

La prestation a pour objectif de mettre en place une base de données SIG centralisée et hébergée sur les serveurs locaux de la commune, ainsi que de fournir un portail web accessible via un navigateur web. Ce portail web sera conçu pour offrir des fonctionnalités de tableau de bord (dashboard) présentant des indicateurs clés de performance (KPI) liés aux recettes fiscales.

La base de données SIG centralisée permettra de stocker et de gérer les données géographiques et spatiales associées aux recettes fiscales. Elle assurera une gestion efficace des informations nécessaires au calcul et à l'analyse des recettes fiscales de la commune.

Le portail web, quant à lui, sera une interface conviviale accessible via un navigateur web. Il fournira des fonctionnalités de visualisation et d'interaction avec les données géospatiales, ainsi que des outils de création de rapports et de génération de tableaux de bord personnalisés.

Les dashboard présentés sur le portail web seront spécifiquement conçus pour afficher les indicateurs clés de performance (KPI) liés aux recettes fiscales de la commune. Ces KPI pourront inclure des informations telles que les recettes fiscales totales, les catégories de recettes, les tendances de revenus, les comparaisons entre différentes périodes, etc. Ils offriront une vue d'ensemble claire et concise de la situation financière de la commune en termes de recettes fiscales.

ARTICLE 34 : FORMATION ET ASSISTANCE A LA MISE EN OUVRE

Le soumissionnaire précisera pour chaque module le plan de formation nécessaire à une utilisation optimale de celui-ci.

Il devra décomposer ces plans de formations en fonction des utilisateurs.

Les formations doivent être complètes pour assurer une utilisation optimale et autonome.

Au niveau du plan de formation, il devra tenir compte des impératifs de délais et être présenté pour chaque session de formation :

- L'objectif et la durée de la session ;
- Les sujets abordés ;
- Le pré-requis nécessaire ;
- Les supports et documents fournis à l'issue de la formation.

La formation devra s'effectuer dans les locaux de la commune de Salé.

Le plan de formation devra être incorporé dans le plan de mise en œuvre et présenté de manière synthétique pour faire ressortir les étapes indispensables pour atteindre les objectifs fixés et les étapes secondaires pour l'utilisation intégrale de l'ensemble des prestations dudit projet.

Les formations à prévoir seront les suivantes :

- Formation des utilisateurs aux différents modules: (15 personnes)
- Formation administrateur, assistance au paramétrage, au déploiement et à la personnalisation : (05 personnes).

CHAPITRE III : DÉFINITION DES PRIX

ARTICLE 35 : DESCRIPTIF DES PRIX

Chacun des prix décrits ci-après, rémunère l'ensemble des prestations à réaliser au niveau des cinq arrondissements : BAB LAMRISSA, BETTANA, HSSAINE, LAAYAYDA et TABRIQUET.

PRIX N°1: Prises de vues aériennes

Ce prix rémunère à l'**hectare** la réalisation des prises de vues aériennes de la zone urbanisable de la commune ainsi que les prestations d'établissement du canevas géodésique de rattachement. Il comprend toutes les sujétions relatives au déplacement sur les lieux du personnel dépendant du prestataire.

PRIX N°2: Acquisition de corridors par système de cartographie mobile

Ce prix rémunère au **Kilomètre**, l'acquisition de corridors par système de cartographie mobile. Il s'agit de la réalisation des prestations d'acquisition de données numériques laser de précision topographique et photographies immersives 360° par Mobile Mapping System de l'ensemble des corridors conformément aux termes de référence du présent marché et aux normes en vigueur. Il rémunère également la mobilisation des moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation de la mission.

PRIX N°3: Etablissement des plans et états parcellaires

Ce prix rémunère au **forfait**, la réalisation des prestations d'établissement des plans et états parcellaires, ce prix comprend toutes sujétions liées directement ou indirectement au bon déroulement des prestations.

PRIX N°4: Restitution des couches du référentiel SIG "Emprise Physique"

Ce prix rémunère au **forfait** la restitution des couches du référentiel SIG "Emprise Physique" à partir des ortho photos issues de la prise de vue aérienne et Mobile Mapping System.

PRIX N°5: Restitution des couches du référentiel SIG "Panneaux Publicitaires/enseignes professionnelles"

Ce prix rémunère au **forfait** la restitution des couches du référentiel SIG "Panneaux Publicitaires/enseignes professionnelles" à partir des données acquises par le Mobile Mapping System.

PRIX N°6: Restitution des couches du référentiel SIG "Occupations Temporaires"

Ce prix rémunère au **forfait** la restitution des couches du référentiel SIG "Occupations Temporaires" à partir des données numériques issues de la prise de vue, du levé Mobile Mapping System.

PRIX N°7: Production de la couche parcellaire

Ce prix rémunère au **forfait** la production de la couche parcellaire à partir de la mappe cadastrale et des états et plans parcellaires réalisés.

PRIX N°8: Production de la couche Zone TNB

Ce prix rémunère au **forfait** la production de la couche Zone TNB à partir des données numériques issues de la PVA et du parcellaire.

PRIX N°9: Mise en place de la plateforme SIG et du portail web d'accès

Ce prix rémunère au **forfait** la mise en place de la plateforme SIG et du portail web d'accès.

PRIX N°10: Normalisation des processus d'acquisition, d'extraction et de préparation des données SIG

Ce prix rémunère au **forfait** la Normalisation des processus d'acquisition, d'extraction et de préparation des données SIG.

PRIX N°11: Formation et assistance technique à la mise en œuvre

Ce prix rémunère au **forfait** la formation et l'assistance technique à la mise en œuvre.

ARTICLE 36 : BORDEREAU DE PRIX- DETAIL ESTIMATIF

Marché n° 22/CS/2024

Réalisation de l'inventaire des actifs imposables, avec la mise en place d'un système d'information de la fiscalité locale pour le compte de la Commune de Salé

Passé par appel d'offres ouvert international sur offres de prix en lot unique, en vertu des dispositions de l'article 10, et de l'alinéa 1 et l'alinéa 3b du paragraphe 1 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20, et de l'alinéa b paragraphe 3 de l'article 20 du Décret n° 2-22-431

du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

N° de prix	Désignation des prestations	Unité	Quantité	Prix unitaire en dirhams (hors TVA) en chiffres	PRIX TOTAL (EN CHIFFRES)
1	Prise de vues aériennes	Ha	4000		
2	Acquisition de corridors par système de cartographie mobile	Km	1200		
3	Etablissement des plans et états parcellaires	F	1		
4	Restitution des couches du référentiel SIG " Emprise physique "	F	1		
5	Restitution des couches du référentiel SIG "Panneaux Publicitaires/ enseignes professionnelles"	F	1		
6	Restitution des couches du référentiel SIG"Occupations Temporaires"	F	1		
7	Production de la couche parcellaire	F	1		
8	Production de la couche Zone TNB	F	1		
9	Mise en place de la plateforme SIG et du portail web d'accès	F	1		
10	Normalisation des processus d'acquisition, d'extraction et de préparation des données SIG	F	1		
11	Formation et assistance technique à la mise en œuvre	F	1		
				TOTAL HORS TVA	
				TAUX TVA (20%)	
				TOTAL TTC	

FAIT A..... LE.....





SIGNATURE ET CACHET DU CONCURRENT

DERNIÈRE PAGE
MARCHÉ N° 22../C.S/2024

OBJET : La Réalisation de l'inventaire des actifs imposables, avec la mise en place d'un système d'information de la fiscalité locale pour le compte de la commune de salé.

Marché passé par appel d'offres ouvert international sur offres de prix en lot unique, en vertu des dispositions de l'article 10, et de l'alinéa 1 et l'alinéa 3b du paragraphe 1 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20, et de l'alinéa b paragraphe 3 de l'article 20 du Décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

POUR UN MONTANT DE (en chiffres et en lettres) :

<p>LE PRESIDENT DE LA COMMUNE DE SALE :</p> <div style="display: flex; align-items: center; justify-content: center;"><div style="margin-left: 20px;"><p>Omar SENTISSI Président de la Commune de Salé</p></div></div> <p>SALE LE.....</p>	
<p>DRESSE PAR :</p>	
<p>LE CHEF DE DIVISION DES SYSTEMES D'INFORMATION ET MOYENS COMMUNS</p> <div style="text-align: center;"><p>Mohammed MANSOURI Chef de Division des Systèmes d'Information et des Moyens Communs</p></div> <p>SALE, LE</p>	<p>LE CHEF DE LA DIVISION DE GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES</p> <div style="text-align: center;"><p>Abdelghafour TILBATE Chef de Division de Gestion des Ressources Financières et des Affaires Economiques</p></div> <p>LE CHEF DE SERVICE DE L'ASSIETE FISCALE ET DE CONTRÔLE</p> <div style="text-align: center;"><p>Youssef EL OUAHABI Chef de Service d'Assiette Fiscale et de Contrôle</p></div> <p>SALE, LE</p>
<p>LU ET ACCEPTE PAR LE FOURNISSEUR :</p> <p>SALE LE.....</p>	
<p>WISE PAR :</p> <p>SALE LE.....</p>	<p>APPROUVE PAR :</p> <p>SALE LE.....</p>